



RAPPORT EN DATE DU 24 FEVRIER 1961 ADRESSE AU SECRETAIRE GENERAL PAR SON
REPRESENTANT SPECIAL AU CONGO SUR LA SITUATION DE GUERRE CIVILE DANS LES
TROIS PRINCIPAUX SECTEURS DU CONGO

Additif en date du 7 mars 1961 (pour la période
du 1er au 6 mars)

1. Pendant que les soldats de l'armée congolaise étaient engagés dans une action hostile contre le personnel et les troupes des Nations Unies dans la province de Léopoldville, les efforts persistants de l'Organisation des Nations Unies ont empêché la situation de guerre civile dans les autres provinces, bien qu'encore tendue et incertaine de donner lieu à des hostilités ouvertes.

A. SECTEUR PROVINCE DE L'EQUATEUR - PROVINCE ORIENTALE (suite)

2. Au cours de sa visite à Stanleyville, qui a suivi sa visite antérieure au général Mobutu à Gemena, le Commandant de la Force de l'ONU, le général McKeown, a obtenu du général Lundula qu'il s'engage à arrêter les mouvements de ses troupes au-delà de leurs positions à ce moment. Par la suite, le général Lundula a accepté de retirer les unités qui avaient pénétré dans la province de l'Equateur à condition que son détachement qui était parvenu à Ikela soit remplacé par des troupes de l'ONU. On s'occupe de prendre des dispositions pour mettre en œuvre cet accord qui devrait avoir pour effet de stabiliser la situation dans la région.

3. A Coquilhatville, il reste seulement 25 gendarmes et 40 militaires de l'ANC pour protéger la ville depuis le 4 mars, et les camps sont restés vides et sans gardés. Les fonctionnaires civils craignent le retour des deux bataillons de troupes du général Mobutu qui ont été envoyés à Boende, car elles pourraient entrer en conflit avec la population civile pour le partage des rares approvisionnements disponibles. Le 5 mars, la population a acclamé les troupes éthiopiennes de l'ONU à leur arrivée. Les forces de l'ONU gardent les points et les installations stratégiques et continuent à patrouiller la ville régulièrement de jour et de nuit.

4. Aucune communication n'a été reçue du général Mobutu, que l'on croit être encore dans la région de Lisala-Bumba.

B. SECTEUR DE LA PROVINCE DU KASAI (suite)

5. Après les violences de la semaine dernière, la vie à Luluabourg est progressivement redevenue normale bien que les soldats semblent encore redouter quelque action de la part des civils. Un officier belge des troupes de M. Kalonji, qui était arrivé le 4 février de Bakwanga à des fins non révélées, a été arrêté et ultérieurement relâché. L'ANC a également libéré un certain nombre de civils et quelque 120 agents de police qui avaient été arrêtés sous le prétexte que l'un d'entre eux avait tiré sur des soldats au cours des récents incidents. Les représentants civils et militaires de l'ONUC ont rétabli des relations cordiales tant avec la population civile qu'avec l'ANC. Le gouvernement provincial s'est réuni à plusieurs reprises et a exprimé sa gratitude pour l'intervention de l'ONUC pendant les troubles qu'avait suscités, une semaine auparavant, l'arrivée de l'ANC de Stanleyville aux abords de la ville. Le Président de la province a demandé à l'ONUC d'empêcher les arrestations et d'intervenir pour assurer la libération de personnes originaires du Kasai qui sont détenues à Léopoldville et à Elizabethville ainsi que leur retour au Kasai sous la protection de l'ONUC. Des barrages existent toujours sur les routes d'accès à la ville africaine, et un certain nombre d'armes telles que des chaînes de bicyclettes, des arcs et des flèches ont été confisqués à des civils à ces points de vérification. Trois cents personnes environ sont toujours sous la protection de l'ONUC, parmi lesquelles des membres des tribus Bakongo et Bangala, qui s'estiment menacées par les Lulus.

6. Dans le reste de la province, le calme règne dans l'ensemble, sauf dans la région de Port-Francqui et de Mweka où les tribus en sont à nouveau venues aux mains le 1er mars. Le 5 mars, des incidents continuaient à mettre aux prises dans la brousse des Lulus et des Balubas. Le personnel des chemins de fer est sous la protection de l'ONUC et les équipes qui travaillent sur la voie sont accompagnées par des soldats de l'ONUC. La tension est aggravée par le mécontentement croissant de l'ANC et de la police, qui n'ont pas été payées depuis le mois de janvier.

7. Le bruit ayant couru que les troupes de Kalonji avaient déclenché une attaque à Dibaya, une patrouille de l'ONUC a été envoyée sur les lieux. D'après les rapports reçus, des contacts étroits sont maintenus entre ces troupes et le

bataillon de paracommandos de l'ANC de Léopoldville, qui compte trois cents hommes et se trouve encore à Lusambo.

8. Les 3 et 4 mars, le président Mukenge et M. Kalonji ont quitté Luluabourg et Bakwanga respectivement pour participer à la conférence de Tananarive. Le président Mukenge a obtenu, sur sa demande, des facilités de transport aérien de l'ONUC, pour lui et sa suite, jusqu'à Elisabethville, première étape du voyage.

C. SECTEUR DE LA PROVINCE DU KATANGA (suite)

9. Au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport, il n'y a pas eu, à proprement parler, d'engagements militaires mais on a pu cependant observer certains mouvements de troupes qui auraient pu produire des rencontres. Pour prévenir une recrudescence des hostilités, les représentants militaires de l'ONUC, à la suite de négociations avec le commandant belge de la gendarmerie de Tshombé, ont reçu l'assurance que ses forces stationnées à Mulundu ne pousseraient pas leur avance plus au nord et cesseraient toute opération militaire pendant une semaine. En même temps, l'ONUC a également persuadé le commandant de l'ANC du Katanga du Nord de ne pas déployer de forces dans un village situé près de Piana-Mwanga où les forces de l'ONUC ont été concentrées dans un périmètre et patrouillent le voisinage.

10. A Manono, une cérémonie à laquelle assistaient les habitants des villages avoisinants s'est déroulée le 4 mars en vue de désigner les nouvelles autorités Lualaba. Le lendemain, on a assisté à d'importants mouvements des groupes de jeunes sans qu'il se produise toutefois de désordres.

11. A Luena, des Balubas de la région de Mukulakulu-Luena-Bukama qui avaient fui dans la brousse au cours d'opérations antérieures de la gendarmerie, ont exprimé le désir de rentrer dans leurs foyers et de reprendre une vie normale sous la protection de l'ONUC. Toutefois, les forces de l'ONUC ne sont pas en état de garantir leur réinstallation dans des conditions de sécurité.
